

APPEL A CANDIDATURE Session 23 E&P – Mai/Nov 2020

Thématique

Droits des
étrangers – villes
accueillantes

Pays

Portugal, Lisbonne
Brésil, Sao Paulo

Présentation du programme d'Echanges et Partenariats

Piloté par Echanges et Partenariats et co-animé avec au moins une association en France spécialisée sur une thématique, ce programme est organisé autour des luttes et mobilisations des réseaux de solidarité internationale. Il a pour but à la fois : d'encourager les jeunes générations qui souhaitent se mobiliser à repenser l'espace politique et leur rôle dans cet espace ; de répondre aux demandes de formation des diplômés récents souhaitant exercer leur activité professionnelle future dans les domaines concernant les métiers de la solidarité internationale ; enfin, de développer et renforcer les partenariats entre organisations de la société civile en France, en Europe et à l'international.

Avant de candidater, merci de consulter la rubrique « S'engager » de notre site internet et notamment ces deux pages :

<http://echanges-partenariats.org/le-programme-dechanges/>

<http://echanges-partenariats.org/les-conditions-pour-partir/>

Blog des volontaires E&P : <https://volontaires.echanges-partenariats.org/>

Présentation des organisations partenaires

- Organisation d'envoi : Organisation pour une Citoyenneté Universelle

L'Organisation pour une Citoyenneté Universelle prend sa source dans la lutte pour les droits humains et notamment des migrants menée par ses 3 organisations fondatrices. Depuis 2011, ce projet a été partagé dans le cadre des derniers Forums Sociaux Mondiaux pour aboutir à la création officielle de l'OCU en février 2013. L'idée de créer l'Organisation pour une citoyenneté universelle s'est concrétisée au Forum Social Mondial de Dakar, en 2011. Impulsé par Emmaüs International, le Mouvement Utopia et France Libertés, ce projet apparaît comme une initiative majeure, renforcée par la légitimité de la société civile mondiale. Elle s'inscrit dans la perspective de construction d'un nouvel espace politique mondial autour de peuples ou d'Etats partageant une ambition, des valeurs et des principes communs.

Cette initiative a également été partagée lors du Forum Social Mondial sur les Migrations qui s'est tenu en novembre 2012 à Manille, aux Philippines, et avait pour thème « Mobilité, Droits et Modèles Globaux : à la recherche d'alternatives ». La notion de citoyenneté universelle a notamment été reprise dans la déclaration finale de ce Forum.

L'Organisation pour une Citoyenneté universelle (OCU) est une association de dimension internationale qui vise à promouvoir la liberté mondiale de circulation et d'installation des personnes notamment via la distribution d'un Passeport de Citoyenneté Universelle. A la suite d'un colloque organisé en mai 2015 pour un changement réel des politiques migratoires, le CCFD-Terre Solidaire, Espacio Sin Fronteras (Amérique latine), Alternatives Espaces Citoyens (Niger) et le Center For Migrant Advocacy (Philippines) intègrent l'OCU autour de l'objectif commun de défendre une autre gouvernance des migrations permettant d'établir les politiques de l'accueil et de citoyenneté depuis une échelle locale et dans une perspective transnationale en incluant l'expertise et les demandes de la société civile et des populations migrantes. Après un travail d'études pour définir ce que pouvaient être ces « bonnes pratiques » portées par les villes, l'OCU s'est associée à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants-ANVITA pour lancer le 4 octobre 2019 à Paris l'alliance pour une autre

gouvernance des migrations.

- **Organisation d'accueil : Centro de Direitos Humanos e Cidadania do Imigrante (CDHIC)**

Le CDHIC est une organisation de la société civile créée en 2009 pour défendre les droits humains des migrants au Brésil. L'association entend contribuer à influencer les politiques migratoires du Brésil et au niveau régional. En ce sens, Le CDHIC assure un suivi systématique des flux migratoires, les conditions de migration, les politiques publiques et leurs conséquences en direct des communautés de migrants. Le CDHIC travaille sur différents axes d'actions : - assistance juridique : aide à la régularisation des migrants, recherche de solutions innovantes pour des cas particuliers ne sont pas couverts par la législation existante, etc. - Information et communication : diffusion de journaux et pages Web afin d'informer les migrants sur leurs droits et leurs devoirs. - Migration, développement et citoyenneté: soutien à l'organisation collective des travailleurs migrants. - Plaidoyer : construction de propositions d'amélioration des législations migratoires en vigueur et proposition d'une plus grande intégration régionale de la politique migratoire ; suivi des discussions sur les migrations dans l'UNASUR, le MERCOSUR, CAN, les forums sociaux, le dialogue entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes ; suivi des politiques migratoires. Depuis ces dernières années, il est devenu un interlocuteur reconnu des pouvoirs publics en matière de plaidoyer et d'interpellation pour l'amélioration de la politique migratoire brésilienne. Depuis 2014, l'association a renforcé son partenariat avec la ville de Sao Paulo et parvient à encourager la Municipalité à être porteur d'une politique locale d'intégration qui favorise le vivre-ensemble et la cohésion sociale. En ce sens, l'année 2017 s'est trouvée être une année décisive puisque le nouveau projet de loi migratoire, mettant fin au régime qui prévalait depuis la dictature militaire de 1981, et en discussion depuis une dizaine d'années, a enfin été adopté au mois de mai.

- **Espacio Sin Fronteras**

Le réseau Espace Sans Frontières a été fondé en Amérique Latine pour rassembler des organisations engagées autour de l'objectif commun de valoriser et de diffuser les pratiques innovantes en matière de politique migratoire qui ont été mises en œuvre dans le contexte favorable des gouvernements progressistes des années 2000.

Avec la crise économique, sociale et politique que traverse actuellement le continent, il semblait important de créer une passerelle entre cet espace et l'Europe non seulement pour anticiper les enjeux d'inclusion sociale et de citoyenneté de populations latino-américaines qui ont et vont devoir s'exiler en Europe, mais de permettre également la migration des pratiques et des visions innovantes portées par le réseau.

L'Espace Sans Frontière s'est installé à Lisbonne non seulement car c'est l'une des portes d'entrée de l'espace ibérique et méditerranéen mais aussi car la ville de Lisbonne et le Portugal portent une politique de référence en matière de migration au niveau européen. ESF-Europe constitue donc à la fois un point d'appui pour l'échange entre acteurs et organisations de la société civile des deux côtés de l'Atlantique mais aussi un point d'ancrage pour porter un plaidoyer alternatif pour défendre des politiques d'accueil en Europe et Méditerranée.

- **Sites Internet**

<https://mouvementutopia.org/site/ocu-organisation-pour-une-citoyennete-universelle/>
<https://espaciosinfronteras.wordpress.com/>

Contexte :

Les institutions locales sont en première ligne sur les questions de migrations. Tant il est vrai qu'un migrant part d'une collectivité locale pour arriver, traverser ou s'installer, dans une autre collectivité locale. Les collectivités locales sont concernées par les migrations d'un triple point de vue. Elles sont soucieuses de

maintenir leurs liens avec les habitants qui ont migré, qu'il s'agisse de d'émigrés récents dont les familles sont toujours présentes ou de diasporas plus anciennes. Elles sont attentives à la présence des résidents qui s'installent, qu'ils viennent du même pays ou de pays étrangers, qui participent au développement de la commune par leur travail et leurs activités, qui sont accueillis dans les services publics et les actions des institutions locales. Elles sont confrontées aux migrants de passage qui ne désirent pas s'installer mais qui sont en butte aux limitations des libertés de circulation entre les pays et d'installation dans de très nombreux pays.

La proposition est de renforcer les liens entre les villes et les mouvements associatifs citoyens et de consolider les échanges entre les villes accueillantes via l'envoi de volontaires en binôme sur deux municipalités (Palerme/Villeurbanne et Lisbonne/Sao Paulo), 4 missions au total. Ce programme, d'affirmation de l'hospitalité, innoverait dans la mise en place de formes de coopération décentralisée, entre des municipalités et des associations, en liaison avec des programmes de volontaires.

Ce projet est porté notamment par l'Organisation pour un Citoyenneté Universelle (OCU) dans le cadre de l'alliance pour une autre gouvernance des migrations portée avec l'ANVITA.

En ce qui concerne la mission auprès de la municipalité de Sao Paulo, étant donné les difficultés administratives d'obtention de visa, la mission s'articulera avec un 1er temps de 3 mois à Sao Paulo puis du reste du temps de terrain au sein de la municipalité de Lisbonne, afin de s'immerger dans les spécificités locales de ces deux municipalités et ainsi de favoriser les échanges de pratiques.

Objectifs de la mission :

En lien à la fois avec l'équipe de l'OCU et les équipes sur place :

- Aller à la rencontre des acteurs locaux mobilisés sur les questions migratoires, et particulièrement sur l'accueil des personnes exilées
- Participer à l'identification, à la valorisation et à la diffusion des pratiques innovantes
- Favoriser le partage d'expérience entre deux territoires en s'appuyant sur la présence de son binôme volontaire
- Aller à la rencontre des lieux ouverts du vivre ensemble au niveau local
- Contribuer à la mise en visibilité des acteurs/atrices de la société civile mobilisés pour l'accueil des personnes exilées
- Participer à l'identification des outils de démocratie locale pouvant permettre une citoyenneté active
- Participation aux activités de l'association d'accueil : accueil, permanences sociales ou juridiques, activités sociales ouvertes de mixité entre habitants, cours de soutien linguistiques, etc..
- Participer à la mise en visibilité des enjeux autour de l'accueil notamment via l'alimentation du blog Vues d'Europe et d'Ailleurs

Profil

Compétences :

- Forte motivation
- Intérêt pour les domaines de la Solidarité Internationale et plus particulièrement aux droits des étrangers.ères
- Autonomie et qualités d'organisation
- Capacité de travail en réseau/à distance
- Bonne capacité rédactionnelle
- Une connaissance du tissu associatif + l'expérience/engagement associatif sont un plus
- Maîtrise des logiciels bureautiques et internet

Langues :

- Bon niveau de français, et de portugais (lu, parlé, écrit)

Calendrier

Préparation au départ à Paris : du 4 au 27 mai 2020

Terrain : 1e juin au 9 octobre (19 semaines)

Capitalisation à Paris : du 14 octobre au 5 novembre 2020

Statut

Cette mission est proposée dans le cadre de l'engagement de service civique

Eligibilité

Le Service Civique est ouvert à tous les jeunes entre 16 et 25 ans et élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap :

- Ressortissants français ou d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'espace économique européen
- Disposant d'un titre de séjour régulier en France effectif depuis plus d'un an ;
- Disposant d'un titre de séjour régulier en France effectif sans condition de durée si vous possédez le statut d'étudiant étranger, de réfugié ou si vous êtes bénéficiaire de la protection subsidiaire. Les étrangers possédant une carte de séjour pluriannuelle générale délivrée après un premier document de séjour sont également éligibles au dispositif.

Indemnités

Pour les missions en France : 473,04 euros sont versés directement par l'Etat chaque mois au volontaire
Pour les missions à l'international : 522,87 euros sont versés directement par l'Etat chaque mois au volontaire
Pour l'ensemble des missions (France ou international), un co-financement est versé par E&P d'un montant de 107,58 euros par mois

Les jeunes, bénéficiaires ou appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA, ou titulaire d'une bourse de l'enseignement supérieur au titre du 5e échelon ou au-delà bénéficient d'une majoration d'indemnité de 107,66 euros par mois.

Contact

Si vous êtes intéressée.e par cette mission, merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation, en précisant en objet le thème et le pays, à info@echanges-partenariats.org